Zeitschrift: Domaine public Herausgeber: Domaine public

Band: - (1967)

Heft: 80

Artikel: 4x20 : ni potiches, ni Jeunes Turcs

Autor: [s.n.]

DOI: https://doi.org/10.5169/seals-1029223

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Mehr erfahren

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. En savoir plus

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. Find out more

Download PDF: 16.12.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, https://www.e-periodica.ch

Bi-mensuel romand N° 80 19 octobre 1967 Quatrième année

Rédacteur responsable : André Gavillet Le numéro : 70 centimes

Le numéro : 70 centimes Abonnement pour 20 numéros :

Pour la Suisse : 12 francs Pour l'étranger : 15 francs

Changement d'adresse : 50 centimes Administration, rédaction :

Lausanne, Case Chauderon 142 Chèque postal 10 - 155 27

Imprimerie Raymond Fawer S.A., Lausanne

Aux articles de ce numéro ont collaboré :

Gaston Cherpillod Ruth Dreifuss André Gavillet Jean-Jacques Leu Marx Lévy C.F. Pochon

Le Nº 81 sortira de presse le jeudi 9 novembre 1967

4 X 20: ni potiches, ni Jeunes Turcs

Une fois par année, nous avons la complaisance de céder aux plaisirs des anniversaires. De 20 en 20. Mais aujourd'hui la vieille langue coïncide avec notre arithmétique annuelle. Il suffit de dire quatrevingts.

L'année a été riche. Le programme minimum semble avoir été le premier de nos sujets. En fait, nous nous étions attachés surtout à en définir le contenu. De ce point de vue nous attribuens beaucoup d'importance aux discussions que nous avons amorcées sur la réforme des finances fédérales et qui referont surface dès que les élections seront passées. Qu'on nous permette de rappeler nos trois propositions essentielles : impôt fédéral unique sur les sociétés, avec large ristourne aux Cantons et aux Communes; impôt sur les revenus des personnes physiques, réservé aux seuls Cantons, avec faculté pour la Confédération de donner force obligatoire à tous les concordats intercantonaux destinés à lutter contre l'évasion et la sous-enchère fiscale; impôt indirect sur le modèle de la T.V.A., mais rendu plus progressif par l'application de taux différenciés.

Ces discussions nous ont contraints aussi à mieux décrire la bourgeoisie d'affaires suisse : nous avons, après un dépouillement des conseils d'administration des grandes sociétés, été frappés par son homogénéité, son intégration, son absence de sclérose, car des forces neuves, des banquiers ou des managers, renforcent les dynasties familiales. Une centaine d'hommes, une trentaine même, si on se limitait à la strate supérieure, décide, sans véritable contrôle démocratique, de l'avenir national. Cette bourgeoisie, nous avons découvert encore, avec une sorte de stupéfaction, qu'elle était une des plus riches du monde, la plus riche et de beaucoup, si l'on ne retient que la fortune investie à l'étranger. Voilà, entre autres, ce que vingt numéros nous ont apporté. Nous n'apprenons, en effet, que dans la mesure où une curiosité, une discussion débouche sur l'expression écrite. Il faut écrire. Ce n'est pas que nous tenions à tout prix à laisser des traces imprimées, à participer à l'inflation verbale. Mais écrire, sous le contrôle de lecteurs dont nous savons par notre courrier qu'ils sont exigeants, c'est le moyen, le seul, pas toujours agréable, car les délais sont parfois contraignants, d'aller le plus loin possible dans l'étude d'une question politique.

Extrémisme

Il y a quatre ans, nous avions résumé notre programme sous trois banderoles: Imagination, description, extrémisme. Imagination, c'est-à-dire s'efforcer de mettre en circulation quelques idées neuves; description, c'est-à-dire s'efforcer de mieux connaître la réalité suisse. Sur ces deux points, il n'a pas été trop difficile de tenir nos intentions.

Mais l'extrémisme? Il ne s'agissait pas, pour nous, de jouer au révolutionnarisme. Nous constations, au contraire, que, sur quelques problèmes politiques essentiels, les mots se galvaudaient avant même de devenir réalité. L'aménagement du territoire, il y a quatre ans, c'était déjà une formule sonore, qu'on entendait dans toutes les bouches, et aussi dans la bouche de ceux qui y étaient opposés et qui se gargarisaient d'autant plus du mot et de ce vent. L'extrémisme, c'était, pour nous, le désir que quelques mots, au moins, deviennent réalité avant qu'ils soient émoussés, usés.

Alors, sur ce point, quels résultats?

Les relais

La démocratie contraint à l'humilité. On ne voit pas pourquoi quelques hommes et 2700 exemplaires d'un journal pourraient à eux seuls obtenir des résultats immédiats. Il faut des relais. Des relais géographiques et politiques.

L'obstacle géographique reste en Suisse considérable. Les Romands l'éprouvent tout particulièrement. Les Congrès, les Parlements, où des confrontations pourraient avoir lieu, ne font souvent qu'accuser les distances. Une animation de la vie politique suisse ne

se conçoit guère si des répondants ne font pas circuler les idées, dans chaque région. Certaines propositions suscitent des échos, mais de véritables discussions, non. C'est une faiblesse de la presse suisse.

Les relais doivent être politiques aussi. Mais ce point demande une explication particulière.

Les idées de « Domaine public » ont été défendues, par ceux d'entre nous qui appartiennent à une formation politique, devant leur parti (le parti socialiste). Parfois avec quelques succès, mais aussi avec des insuccès. Dans certains cas, il y eut des votes précis. Il n'en faut pas plus pour que le correspondant en Suisse romande de la N.Z.Z. fasse de nous un groupe d'opposants, structuré, la tendance de gauche du parti, etc. La « Gazette de Lausanne » qui lit la N.Z.Z. pour savoir ce qui se passe dans le Canton de Vaud a suivi. Nous voulons dire pourquoi de tels propos nous agacent.

Un climat politique

S'il est quelque chose dont meurent les partis, c'est d'absence de discussions. Quels sont les sujets importants de la politique suisse qui ont suscité des débats serrés, allant au fond ? Pour ainsi dire aucun.

C'est pourquoi lorsqu'un débat a lieu dans un parti, le journaliste fait mal son métier, si, sans informa-

tions plus précises, il transforme l'affrontement d'idées en affrontement de personnes.

Les thèses que nous affichions dans « Domaine public » nous les soutenons publiquement, dans notre sphère d'influence. Le complot s'arrête là, et

ça n'a rien de croustillant.

Mais ces confrontations, nous prétendons qu'il faut les multiplier. On risque sinon de voir des politiciens, coupés des courants d'idées, préoccupés de représentation, de rivalités personnelles. La cacade du parti socialiste zurichois est de ce point de vue riche en enseignements.

On sait que pour sauver le siège socialiste de M. Zellweger, conseiller aux Etats, les Zurichois ont fait appel à un hors-parti, une figure de proue, M. Bigler, rédacteur de la « Weltwoche ».

Il n'apportait de toute évidence qu'un nom; d'idées politiques inédites, non-conformistes, aucune que l'on sache. Le vide politique zurichois a fait rechercher une vedette. Quand la politique devient spectacle, on ne désire plus que des têtes d'affiche.

C'est pour ne pas tomber là qu'un parti quel qu'il soit doit être fait non seulement de politiciens qui ont le goût de l'administration et des carrières, mais aussi d'hommes qui étudient des problèmes précis, de journalistes qui animent une presse vivante, de militants qui réclament des explications politiques.

Aujourd'hui le climat est fort peu stimulant et l'assoupissement politique domine. Aussi est-il assez affligeant de voir des journaux sérieux, qui tartinent volontiers sur les causes de l'abstentionnisme et de la décoloration politique, ramener les discussions à des luttes d'influences. Nous ne sommes ni des potiches, ni des Jeunes Turcs.

L'efficacité d'un journal, c'est donc de créer un climat, de maintenir la discussion à un certain niveau, d'empêcher la politique de n'être qu'un métier ou un titre et les débats un spectacle ou une manière de sauver la face; et surtout de pousser les magistrats à être les répondants de certaines idées.

80 + 20 = 100

Chaque automne, nous décidons si nous poursuivrons notre expérience.

Nous avons décidé de nous engager pour une nouvelle année. Le débat politique suisse s'anime un peu. Sur de nombreux sujets, nous avons pris des options. Les idées à suivre, nous voulons les suivre. Et aussi nous avons réuni une sorte de capital d'amitiés auprès de nos lecteurs. C'est eux qui donnent du poids à ce journal. Eux aussi sont nos répondants. Il vaut donc la peine de continuer.